



Septembre 2020

PLAN LOCAL D'URBANISME DE TERMIGNON

Modification n°3 – parking de Bellecombe – Notice

DOCUMENT DE TRAVAIL

Document en date du 24 septembre 2020

Réf. : 20-049

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
INTRODUCTION.....	2
1 DIAGNOSTIC TERRITORIAL.....	6
2 JUSTIFICATION DES EVOLUTIONS DU PLU : LE PROJET COMMUNAL	7
2.1 Le contexte du projet.....	7
2.2 Le projet.....	8
3 EVOLUTIONS DU PLAN LOCAL D'URBANISME	11
3.1 Ajustements apportés au zonage	11
3.2 Ajustements apportés au règlement	13
4 INCIDENCES DE L'EVOLUTION DU PLU ET MESURES ERC	19
5 TABLEAU DES SURFACES	19
TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	20

INTRODUCTION

Termignon a fusionné au 1^{er} janvier 2017 avec les communes de Bramans, Lanslebourg-Mont-Cenis, Lanslevillard et Sollières-Sardières pour donner naissance à la commune nouvelle de Val-Cenis. Tant que la commune nouvelle n'a pas approuvé un PLU portant sur la totalité de son territoire, Termignon dispose toujours de son PLU, qui peut évoluer de façon indépendante si cela ne remet pas en cause le PADD et ne nécessite donc pas une révision générale.

Historique de l'évolution du PLU de la commune déléguée de Termignon

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune déléguée de Termignon a été approuvé le 04 novembre 2004. Il a ensuite fait l'objet des évolutions suivantes :

- révision simplifiée n°1 (aménagement chalet du Lys) approuvée le 14 juin 2011
- révision simplifiée n°2 (refuge d'Entre Deux Eaux et refuge de l'Arpont) approuvée le 05 mars 2012
- révision simplifiée n°3 approuvée le 05 mars 2012
- révision simplifiée n°4 (secteur de Sur Saint André) approuvée le 05 juillet 2013
- DUP emportant mise en compatibilité du PLU (zone agricole de Pierres Grosses), approuvée le 26 août 2015
- modification simplifiée n°1 (restauration des chalets d'alpage) approuvée le 19 avril 2016
- modification n°1 (secteur de Sur Saint-André) non aboutie
- révision allégée n°5 (refuge de Bellecombe et évolution des autres refuges) approuvée le 22 mai 2019
- modification n°2 (domaine skiable de Tignes) approuvée le 20 août 2019.

La présente modification du PLU de la commune déléguée de Termignon, portant sur l'aménagement du parking de « Bellecombe » est donc la 3^{ème}.

Objet de la modification

La Commune de Val-Cenis souhaite faire évoluer le PLU de Termignon pour autoriser, sur le secteur de Bellecombe, l'extension du parking existant et de petites constructions liées à l'accueil du public (sanitaires, abri, espace scénographique), dans le cadre de la valorisation du site.

Un STECAL (secteur de taille et capacité d'accueil limitées) est créé, avec un règlement spécifique adapté au projet. En parallèle, un dossier CDNPS (Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites) est élaboré, pour déroger au principe de l'urbanisation en continuité.

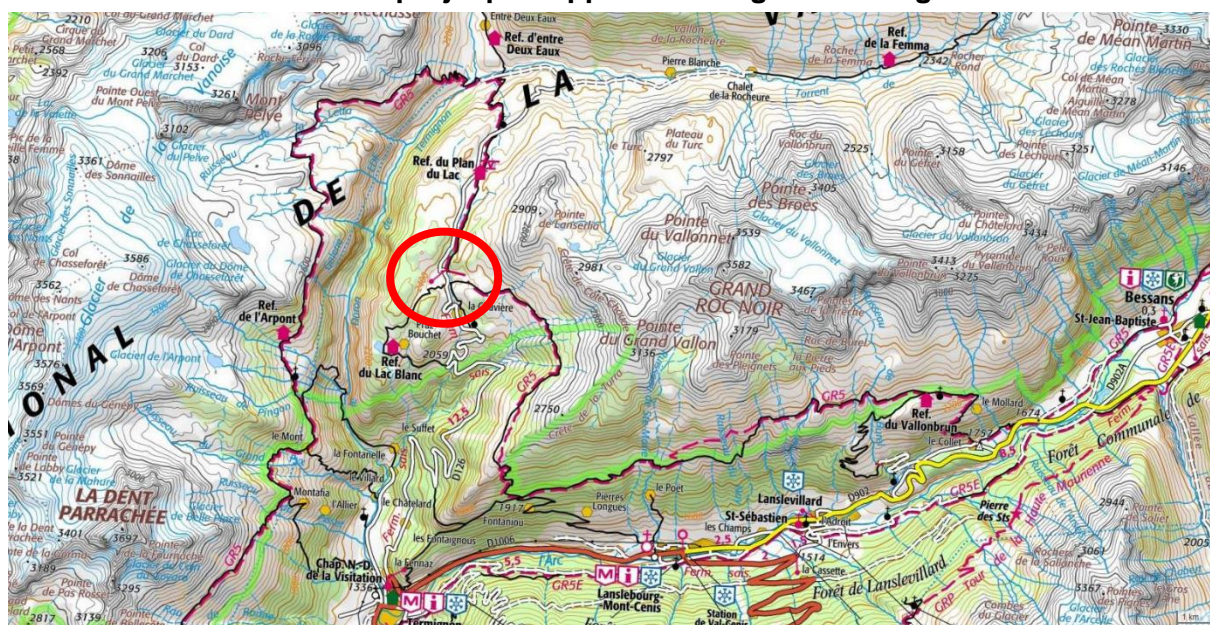
La Commune de Termignon est concernée par les sites Natura 2000 « Formations forestières et herbacées des Alpes internes » et « Massif de la Vanoise » au titre de la directive Habitat

et « La Vanoise » au titre de la directive oiseaux. Par ailleurs, le site objet de la modification se situe dans le périmètre du Parc National de la Vanoise.

Au vu de la procédure d'évolution du PLU, l'Autorité Environnementale a été consultée sur la nécessité de réaliser ou non une évaluation environnementale. Dans son avis en date du _____, celle-ci a décidé _____

Ce projet d'équipement public se situe sur le plateau de Bellecombe, à environ 12 km du village de Termignon, desservi par la route départementale 126.

Carte 1 : Localisation du projet par rapport au village de Termignon



<http://www.geoportail-des-savoie.org/>

Dans la mesure où cette évolution du PLU ne va pas à l'encontre des orientations générales du PADD et ne réduit pas une zone Agricole ou Naturelle, une modification du PLU est possible.

La procédure porte sur les points suivants :

- Zonage : création d'un secteur Nep (Naturel destiné à des équipements publics)
- Règlement : rédaction d'un règlement propre au secteur Nep

Principaux articles du code de l'urbanisme concernés

Ces adaptations peuvent être mises en œuvre dans le cadre d'une modification du PLU dans la mesure où elles respectent les articles L.153-36 à 153-44 du code de l'urbanisme. Les articles qui s'appliquent plus particulièrement à la procédure sont les suivants :

Article L153-36

Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.

Article L153-37

La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification.

Article L153-38

Non concerné.

Article L153-39

Non concerné.

Article L153-40

Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.

Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification.

Article L153-41

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
- 4° Soit d'appliquer l'article L. 131-9 du présent code.

Article L153-42

Non concerné.

Article L153-43

A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil municipal.

Article L153-44

L'acte approuvant une modification devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L. 153-23 à L. 153-26.

1 DIAGNOSTIC TERRITORIAL

Un diagnostic socio-économique et un état initial de l'environnement figurent dans le dossier présenté à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites pour la dérogation au principe de l'urbanisation en continuité. Il convient de s'y référer.

2 JUSTIFICATION DES EVOLUTIONS DU PLU : LE PROJET COMMUNAL

Cf. également le dossier CDNPS.

2.1 LE CONTEXTE DU PROJET

L'économie de Val-Cenis est principalement tournée vers le tourisme, avec la présence :

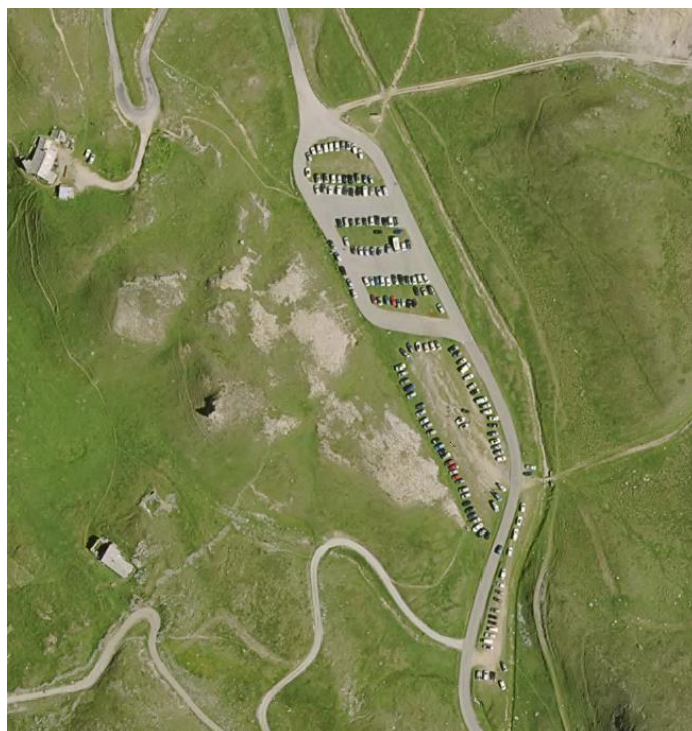
- du domaine skiable alpin de Val-Cenis
- des domaines nordiques de Sollières-Sardières (en commun avec Aussois), de Bramans (Val d'Ambin) et Termignon
- des nombreuses et diversifiées activités estivales et hivernales sur l'ensemble des villages.

En plein cœur du Parc National de la Vanoise, le site de Bellecombe est desservi par la RD126 ouverte uniquement en été. Il accueille le parking du même nom, au-delà duquel les véhicules de tourisme ne sont plus admis, et constitue le point de départ de très nombreuses randonnées en Vanoise. Les navettes reliant le village de Termignon à Entre deux Eaux passent également par Bellecombe.

Pour ces raisons, Bellecombe est la porte d'entrée dans le Parc National de la Vanoise sur la commune de Val-Cenis.

Le site est très attractif et le parking actuel, sans organisation apparente, est largement saturé lors des beaux jours. En conséquence, la partie sud, non aménagée, est également utilisée, ainsi que l'on peut le voir sur l'orthophoto ci-dessous.

Carte 2 : Secteur de Bellecombe sur une orthophoto



L'objectif de la Commune est de mettre en valeur cette porte d'entrée du Parc National de la Vanoise, d'organiser les stationnements et de requalifier l'offre de découverte à destination des visiteurs.

En effet, ils sont très nombreux, chaque été, à venir pratiquer la promenade familiale, la randonnée à pied ou VTT, ou l'alpinisme, ou bien simplement trouver un lieu de détente et de ressourcement.

2.2 LE PROJET

Le projet consiste en la valorisation du site, avec requalification du parking existant, organisation et marquage des places, et en son extension vers le sud, sur les espaces déjà utilisés aux fins de stationnement, mais non aménagés à cet effet. Des cheminements pour piéton sécurisés entre la route et les parkings sont prévus.

A cela s'ajoute un espace destiné à l'accueil des visiteurs, composé d'un abri, notamment pour attendre les bus, d'un espace scénographique et de toilettes sèches.

Figure 1 : Projet de valorisation du site de Bellecombe



Source : Les architectes du paysage, APD du 28/10/2019 – document non contractuel pouvant évoluer, notamment en ce qui concerne l'implantation de l'espace accueil.

Les parkings, d'une capacité totale de 135 places VL, dont trois PMR, plus trois pour les campings-cars, seront traités en terre pierre, ensemencés sur les places de stationnement, de façon à conserver une certaine perméabilité des sols et limiter les ruissellements vers l'aval. L'utilisation estivale de l'équipement permet de se soustraire aux contraintes hivernales et au déneigement en décollant.

L'espace accueil imaginé initialement s'étend sur environ 50 m², auxquels s'ajoute le local pour les toilettes sèches. Du mobilier urbain, avec tables de pique-nique, plots d'assise, par exemple), est également prévu.

Comparé au projet présenté en octobre 2019 sur la Figure 1, l'espace accueil sera déplacé vers le nord-ouest du parking, pour sortir de l'aléa inondation. Le bâtiment pourra ainsi être semi-enterré dans la butte descendant de l'Auberge de Bellecombe. Une « toiture » végétalisée, dans la continuité du terrain, sera donc envisageable. Le projet pourra s'inspirer des conceptions suivantes :

Figure 2 : Exemples de constructions semi-enterrées



Source refuge de Rosuel : <http://m.savoie-mont-blanc.com/>



Bâtiment d'accueil touristique de Cohennoz (73).



Projet de la nouvelle gare du Tramway du Mont-Blanc sur le site sommital du Nid d'Aigle. © Compagnie du Mont-Blanc



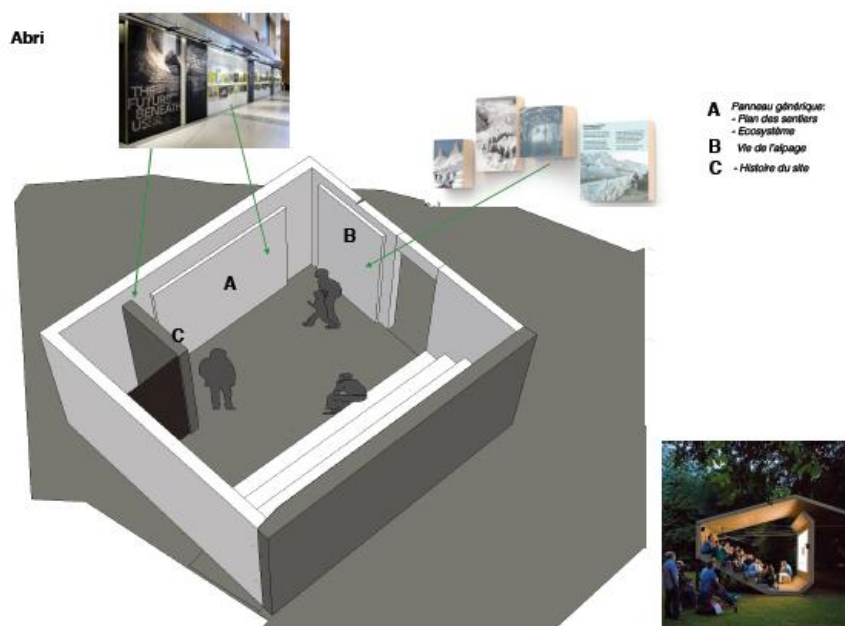
Casa Riga, Comano Terme (Italie) – Architecte : Saracino Tagliabue

A noter toutefois que les caractéristiques architecturales de la construction ne sont pas arrêtées. Il pourra s'agir d'un équipement enterré, ou pas.

Un espace scénographique avec des panneaux comprenant le plan des sentiers, une information portant par exemple sur les écosystèmes et la vie en alpage et de l'histoire du site est prévu. Il pourra recevoir une copie des moulages des gravures rupestres du Vallonnet, afin de les porter à connaissance du public.

Figure 3 : Exemple d'aménagement de l'espace scénographique

DISPOSITIFS SCÉNOGRAPHIQUES



Source : Les architectes du paysage, APD du 28/10/2019 – document non contractuel pouvant évoluer.

Figure 4 : Exemple de traitement graphique du dispositif scénographique à l'intérieur de l'abri

Le traitement graphique dans l'abri privilégiera le noir et blanc avec des couleurs contrastes et des photographies en couleurs pour obtenir un effet de lecture rapide, synthétique et vivant. Les panneaux seront traités en à-plat ou avec des décalages d'épaisseur pour apporter de la variété (l'alpage par exemple)

Les panneaux seront des fonds noirs traités, fixés sur les murs, sur lesquels seront apposées des impressions sur Dylon. Source : Les architectes du paysage, APD du 28/10/2019 – document non contractuel pouvant évoluer.

3 EVOLUTIONS DU PLAN LOCAL D'URBANISME

3.1 AJUSTEMENTS APPORTES AU ZONAGE

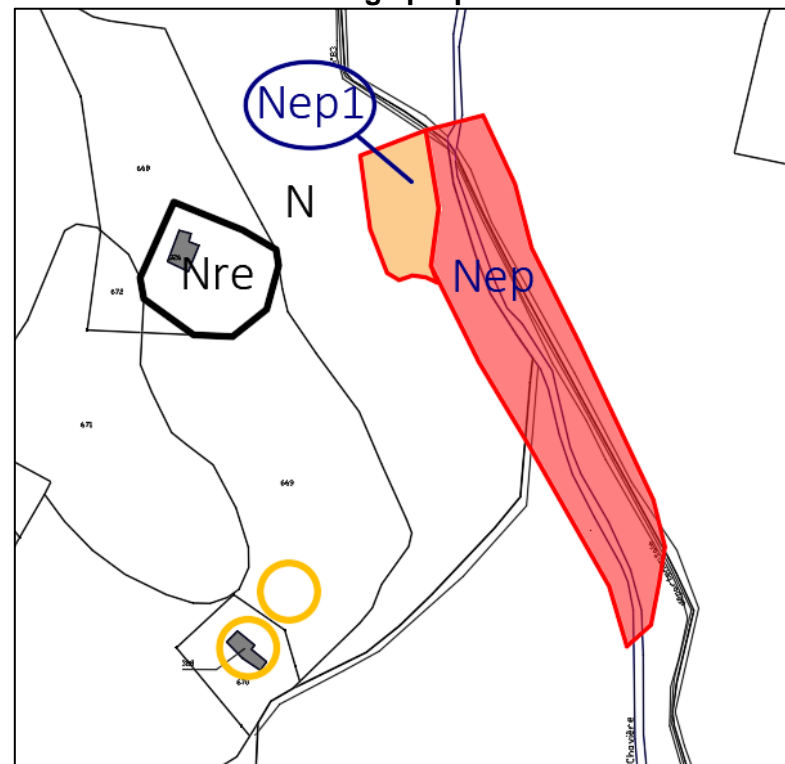
Le secteur est classé ce jour en zone Naturelle au PLU de Termignon. Une modification du PLU est donc menée, qui tient compte des résultats de cette étude, pour créer un secteur Nep (Naturel destiné aux équipements publics) sur environ 11 445 m², dont 1 850 m² de secteur Nep1 dans lequel les constructions seront autorisées de façon limitées.

Les secteurs Nep et Nep1 se tiennent en dehors de la zone soumise à l'aléa chute de bloc et le secteur Nep1 est en dehors de la zone d'inondation.

Zonage actuel

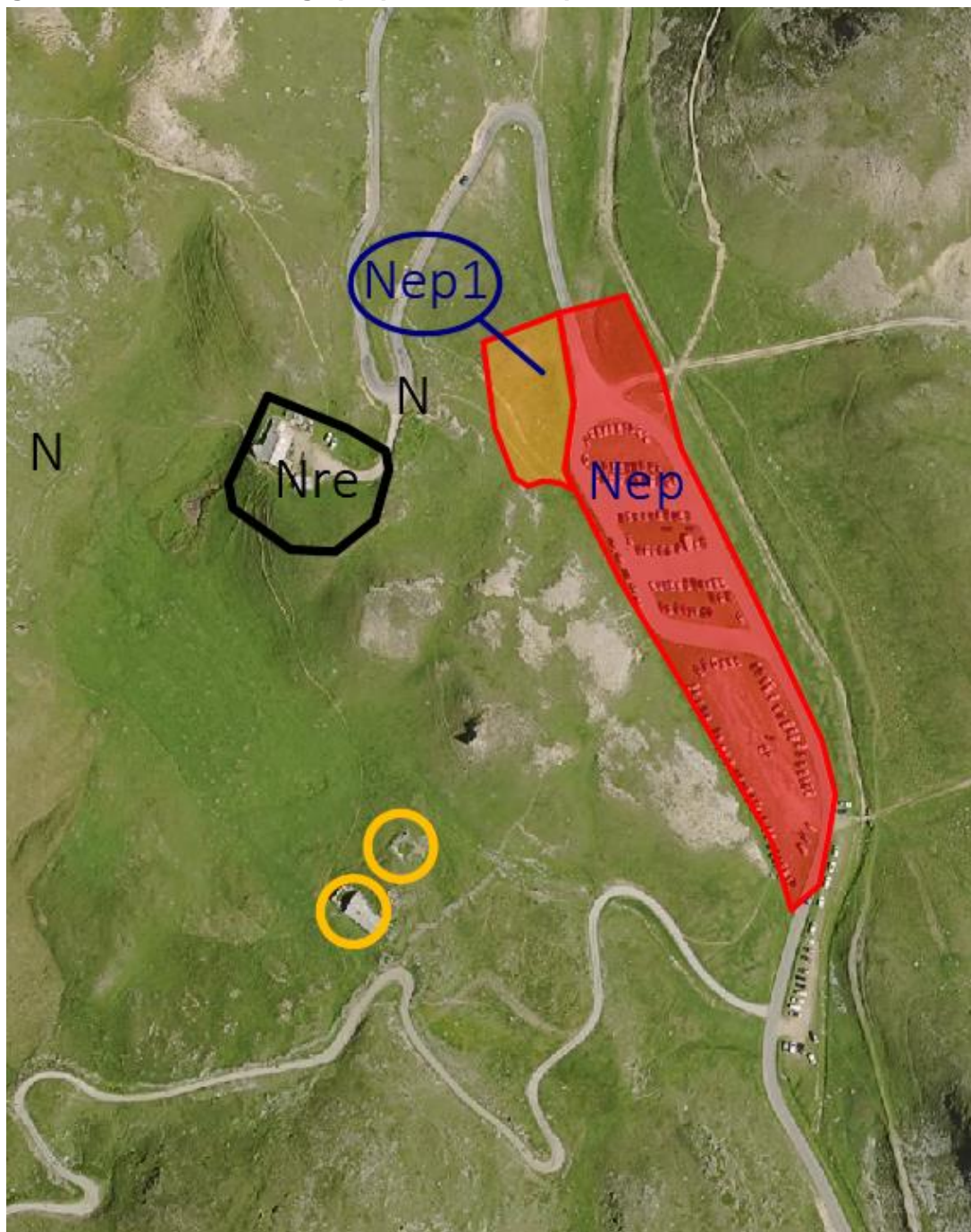


Zonage proposé



Afin de mieux situer l'évolution sur le terrain, voici un extrait du zonage proposé sur orthophoto.

Figure 5 : Extrait du zonage proposé sur orthophoto



3.2 AJUSTEMENTS APPORTES AU REGLEMENT

Seuls les articles faisant l'objet d'une évolution figurent dans ce document. Les évolutions ou ajouts sont en rouge.

Règlement actuel	Règlement proposé
<p>TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES</p> <p><u><i>Articles 1 et 2</i></u> Non modifiés</p> <p><u><i>Article 3 - Division du territoire des zones</i></u></p> <p>Début non modifié.</p> <p>Zones Naturelles</p> <p>Les zones agricoles dites "zones N".</p> <p>Elles correspondent aux secteurs naturels et forestiers de la commune. Sont classés en zone naturelle et forestière les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels. Ces zones regroupent par ailleurs les vastes sites d'alpage, qui recèlent de nombreux chalets d'alpages. En zone N, peuvent être autorisées dans des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées, à la condition qu'elles ne portent atteinte ni à la préservation des sols agricoles et forestiers ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages. On distingue :</p>	<p>TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES</p> <p><u><i>Articles 1 et 2</i></u> Non modifiés</p> <p><u><i>Article 3 - Division du territoire des zones</i></u></p> <p>Début non modifié.</p> <p>Zones Naturelles</p> <p>Les zones agricoles dites "zones N".</p> <p>Elles correspondent aux secteurs naturels et forestiers de la commune. Sont classés en zone naturelle et forestière les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels. Ces zones regroupent par ailleurs les vastes sites d'alpage, qui recèlent de nombreux chalets d'alpages. En zone N, peuvent être autorisées dans des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées, à la condition qu'elles ne portent atteinte ni à la préservation des sols agricoles et forestiers ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages. On distingue :</p>

<ul style="list-style-type: none"> • <i>Les secteurs Nsk</i>: il correspond au domaine skiable et au sein duquel sont autorisés les pistes de ski et les installations et constructions nécessaires à leur fonctionnement, • <i>Le secteur Nh</i> : il correspond au hameau de Chavière, d'un grand intérêt patrimonial et dont la mise en valeur nécessite des installations d'accompagnement (parkings...) • <i>Les secteurs Np</i> : ils correspondent aux périmètres de protection des captages d'eau potable présents sur la commune. • <i>Les secteurs Nre</i> : ils correspondent aux sites du refuge de l'Arpont du refuge d'Entre deux Eaux et de Bellecombe. • <i>Le secteur Nt</i> : il correspond au domaine skiable de Tignes (arrivée du funiculaire, restaurant d'altitude existant, sentier pédagogique et belvédère). <p>Le plan comporte aussi les emplacements réservés aux voies et ouvrages publics.</p> <p><u>Articles 4, 5 et 6</u> Non modifiés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Les secteurs Nsk</i>: il correspond au domaine skiable et au sein duquel sont autorisés les pistes de ski et les installations et constructions nécessaires à leur fonctionnement, • <i>Le secteur Nh</i> : il correspond au hameau de Chavière, d'un grand intérêt patrimonial et dont la mise en valeur nécessite des installations d'accompagnement (parkings...) • <i>Les secteurs Np</i> : ils correspondent aux périmètres de protection des captages d'eau potable présents sur la commune. • <i>Les secteurs Nre</i> : ils correspondent aux sites du refuge de l'Arpont du refuge d'Entre deux Eaux et de Bellecombe. • <i>Le secteur Nt</i> : il correspond au domaine skiable de Tignes (arrivée du funiculaire, restaurant d'altitude existant, sentier pédagogique et belvédère). • <i>Le secteur Nep</i> : il correspond au secteur de Bellecombe destiné à recevoir des équipements publics de valorisation du site. Les constructions ne seront autorisées que dans le secteur Nep1. <p>Le plan comporte aussi les emplacements réservés aux voies et ouvrages publics.</p> <p><u>Articles 4, 5 et 6</u> Non modifiés.</p>
--	---

TITRE V – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES

Il s'agit de zones naturelles et forestières qui correspondent aux secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison, soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

On distingue **cinq** secteurs qui traduisent à cette possibilité :

- Le secteur Nsk, qui correspond au domaine skiable et au sein duquel sont autorisés les pistes de ski et les installations et constructions nécessaires à leur fonctionnement,
- Le secteur Nh, qui correspond au hameau de Chavière, d'un grand intérêt patrimonial et dont la mise en valeur nécessite des installations d'accompagnement (parkings...). L'aménagement du hameau de Chavière reste, outre les règles définies par le P.L.U., soumis à l'autorisation du Directeur du Parc National de la Vanoise.
-
- Le secteur Nre, qui correspond :
au site du refuge de l'Arpont, dans lequel sont autorisés, dans les conditions d'occupation et d'utilisation du sol établies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'Unité Touristique Nouvelle :
 - les constructions et installations nécessaires à l'exploitation du refuge de l'Arpont et leurs annexes,
 - les affouillements et exhaussements de sols nécessaires aux constructions et installations existantes ou projetées dans la zone ou nécessaires au fonctionnement du refuge de l'Arpont.
 au site du refuge d'Entre Deux Eaux, dans lequel sont autorisés :
 - les constructions et installations nécessaires à l'exploitation du refuge d'Entre Deux Eaux et leurs annexes,

TITRE V – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES

Il s'agit de zones naturelles et forestières qui correspondent aux secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison, soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

On distingue **six** secteurs qui traduisent à cette possibilité :

- Le secteur Nsk, qui correspond au domaine skiable et au sein duquel sont autorisés les pistes de ski et les installations et constructions nécessaires à leur fonctionnement,
- Le secteur Nh, qui correspond au hameau de Chavière, d'un grand intérêt patrimonial et dont la mise en valeur nécessite des installations d'accompagnement (parkings...). L'aménagement du hameau de Chavière reste, outre les règles définies par le P.L.U., soumis à l'autorisation du Directeur du Parc National de la Vanoise.
- Le secteur Nre, qui correspond :
au site du refuge de l'Arpont, dans lequel sont autorisés, dans les conditions d'occupation et d'utilisation du sol établies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'Unité Touristique Nouvelle :
 - les constructions et installations nécessaires à l'exploitation du refuge de l'Arpont et leurs annexes,
 - les affouillements et exhaussements de sols nécessaires aux constructions et installations existantes ou projetées dans la zone ou nécessaires au fonctionnement du refuge de l'Arpont.
 au site du refuge d'Entre Deux Eaux, dans lequel sont autorisés :
 - les constructions et installations nécessaires à l'exploitation du refuge d'Entre Deux Eaux et leurs annexes,

<p>- les affouillements et exhaussements de sols nécessaires aux constructions et installations existantes ou projetées dans la zone ou nécessaires au fonctionnement du refuge d'Entre Deux Eaux.</p> <p>au site du refuge de Bellecombe, dans lequel sont autorisés, dans les conditions d'occupation et d'utilisation du sol établies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'Unité Touristique Nouvelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ les constructions et installations nécessaires à l'exploitation du refuge de Bellecombe et leurs annexes, ○ les affouillements et exhaussements de sols nécessaires aux constructions et installations existantes ou projetées dans la zone ou nécessaires au fonctionnement du refuge de Bellecombe. <p>On distingue également le secteur Np, qui correspond aux périmètres de protection immédiats et rapprochés du captage d'eau potable des Fontagnieux.</p> <p>Le secteur Nt qui correspond au domaine skiable de Tignes (arrivée du funiculaire, restaurant d'altitude existant, sentier pédagogique et belvédère).</p> <p>Rappels : non modifiés</p> <p><u>Article 2 – occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières</u></p> <p>Début non modifié.</p>	<p>- les affouillements et exhaussements de sols nécessaires aux constructions et installations existantes ou projetées dans la zone ou nécessaires au fonctionnement du refuge d'Entre Deux Eaux.</p> <p>au site du refuge de Bellecombe, dans lequel sont autorisés, dans les conditions d'occupation et d'utilisation du sol établies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'Unité Touristique Nouvelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ les constructions et installations nécessaires à l'exploitation du refuge de Bellecombe et leurs annexes, ○ les affouillements et exhaussements de sols nécessaires aux constructions et installations existantes ou projetées dans la zone ou nécessaires au fonctionnement du refuge de Bellecombe. <p>➤ Le secteur Np, qui correspond aux périmètres de protection immédiats et rapprochés du captage d'eau potable des Fontagnieux.</p> <p>➤ Le secteur Nt qui correspond au domaine skiable de Tignes (arrivée du funiculaire, restaurant d'altitude existant, sentier pédagogique et belvédère).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le secteur Nep qui correspond au secteur de Bellecombe destiné à recevoir des équipements publics de valorisation du site (Nep1 pouvant recevoir des constructions). <p>Rappels : non modifiés</p> <p><u>Article 2 – occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières</u></p> <p>Début non modifié.</p>
--	--

<p><u>Article 7 – implantation des constructions par rapport aux limites séparatives</u></p> <p>En zones N, Nsk, Nh, Np et Nre : Les constructions peuvent s'implanter en limites séparatives : <ul style="list-style-type: none"> ➤ en cas de constructions simultanées de part et d'autre des limites séparative, ➤ pour s'appuyer sur un bâtiment existant édifié sur la limite séparative, ➤ en cas de réalisation d'une construction annexe dont la hauteur hors tout ne dépasse pas 3,5 m Dans le cas contraire, la distance ne peut être inférieure à 4 m.</p> <p>En zones Nt : L'implantation est libre.</p>	<p>Sont autorisés dans le secteur Nep (y compris Nep1) :</p> <p>Sous réserve de ne pas porter atteinte au paysage, à l'environnement, à la salubrité ou la sécurité publique et de la prise en compte de l'étude des aléas naturels spécifique au secteur de Bellecombe,</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les ouvrages et constructions nécessaires au fonctionnement des services publics ainsi que les réseaux d'intérêt public et les ouvrages techniques qui leur sont liés, ➤ l'aménagement de parkings, ainsi que les terrassements qui y sont liés ; le revêtement des sols sera le plus perméable possible, ➤ l'installation de mobilier urbain, ➤ les constructions et équipements dédiés à l'accueil du public, tels qu'un abri, un espace scénographique, des toilettes sèches,..., uniquement dans le secteur Nep1, dans la limite de 70 m² d'emprise au sol au total et de 4,50 mètres de haut. <p><u>Article 7 – implantation des constructions par rapport aux limites séparatives</u></p> <p>En zones N, Nsk, Nh, Np et Nre : Les constructions peuvent s'implanter en limites séparatives : <ul style="list-style-type: none"> ➤ en cas de constructions simultanées de part et d'autre des limites séparative, ➤ pour s'appuyer sur un bâtiment existant édifié sur la limite séparative, ➤ en cas de réalisation d'une construction annexe dont la hauteur hors tout ne dépasse pas 3,5 m Dans le cas contraire, la distance ne peut être inférieure à 4 m.</p> <p>En zones Nt, Nep et Nep1 : L'implantation est libre.</p>
--	--

<p><u>Article 9 – emprise au sol des constructions</u></p> <p>L'emprise au sol cumulée des deux annexes aux refuges est limitée à 40 m² (pour chaque refuge).</p> <p><u>Article 10 – hauteur maximale des constructions</u></p> <p>La hauteur des constructions est mesurée à partir du terrain naturel existant avant travaux jusqu'au point le plus haut du bâtiment ; ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures exclus.</p> <p>Secteurs N, Nh, Nsk, Nt et Nre : non modifié</p> <p><u>Article 11 – aspect extérieur des constructions et aménagements de leurs abords – prescriptions paysagères</u></p> <p>Début : non modifié.</p>	<p><u>Article 9 – emprise au sol des constructions</u></p> <p>L'emprise au sol cumulée des deux annexes aux refuges est limitée à 40 m² (pour chaque refuge).</p> <p>L'emprise au sol totale des constructions en secteur Nep1 est limitée à 70 m².</p> <p><u>Article 10 – hauteur maximale des constructions</u></p> <p>La hauteur des constructions est mesurée à partir du terrain naturel existant avant travaux jusqu'au point le plus haut du bâtiment ; ouvrages techniques, cheminées, puits de lumière dans le cas de construction enterrée ou semi-enterrées, et autres superstructures exclus.</p> <p>Secteurs N, Nh, Nsk, Nt et Nre : non modifié</p> <p>En secteur Nep1, la hauteur est limitée à 4,50 mètres au point le plus haut.</p> <p><u>Article 11 – aspect extérieur des constructions et aménagements de leurs abords – prescriptions paysagères</u></p> <p>Début : non modifié.</p> <p><u>En secteur Nep</u></p> <p>Les stationnements seront traités en matériaux perméables.</p> <p>En secteur Nep1, les constructions devront présenter une architecture soignée. Elles pourront avoir un aspect contemporain. En référence aux chalets d'alpage traditionnels tout en pierre (murs en pierre sèche ou à pierre vue et toiture en lauze), le nombre de matériaux sera limité. Les coloris seront intégrés au site.</p> <p>En cas d'insertion dans la pente, la toiture pourra être végétalisée. Une partie vitrée ou un puits de lumière pourront être prévus pour laisser passer la lumière.</p>
--	---

4 INCIDENCES DE L'EVOLUTION DU PLU ET MESURES ERC¹

L'analyse des incidences sur les espaces agricoles, pastoraux et forestiers, la biodiversité et les milieux naturels et la qualité des paysages ainsi que les mesures de la séquence « Eviter, Réduire, Compenser » figurent dans le dossier présenté à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites pour la dérogation au principe de l'urbanisation en continuité. Il convient de s'y référer.

Il en va de même pour la prise en compte des risques.

5 TABLEAU DES SURFACES

Le PLU initial ne comprend pas de tableau des surfaces. Aucun n'est par conséquent joint au présent dossier.

¹ ERC : Eviter, Réduire, Compenser.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Table des cartes

Carte 1 : Localisation du projet par rapport au village de Termignon	3
Carte 2 : Secteur de Bellecombe sur une orthophoto	7

Table des figures

Figure 1 : Projet de valorisation du site de Bellecombe	8
Figure 2 : Exemples de constructions semi-enterrées	9
Figure 3 : Exemple d'aménagement de l'espace scénographique	10
Figure 4 : Exemple de traitement graphique du dispositif scénographique à l'intérieur de l'abri	10
Figure 6 : Extrait du zonage proposé sur orthophoto	12